

Questions orales

Mme Francine Lalonde (Mercier): Monsieur le Président, pour tous les chômeurs et chômeuses des Maritimes et du Québec, je suis certaine que cette réponse va leur sembler d'un cynisme absolument cinglant. L'ampleur des manifestations tenues par des gens qui voient de plus en plus clair dans les intentions du gouvernement devrait inciter celui-ci.

Voici ma question: Le ministre des Finances est-il prêt à surseoir au moins aux coupures au régime d'assurance-chômage, le temps de mettre en place une véritable stratégie de création d'emploi, permettant aux chômeurs de trouver un emploi plutôt que de les pousser vers l'aide sociale?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, vous allez répondre pour moi. Notre Budget est un véritable plan de création d'emplois. Ce sont les provinces de l'Atlantique et le Québec qui vont en bénéficier, parce que c'est là où se trouve, malheureusement, le niveau de chômage le plus sérieux au Canada.

Il faut dire que la réduction des cotisations d'assurance-chômage va bénéficier aux PME au Québec et dans les provinces Atlantiques, ce qui va créer des emplois. Il faut dire également que notre programme de réseaux technologiques va aider les PME des provinces Atlantiques et du Québec. J'ajoute de plus que notre Budget va aider les provinces où le niveau de chômage est le plus sérieux, parce que cela vise la création d'emploi par leur force, c'est-à-dire les PME.

Je peux citer une statistique qui est sortie aujourd'hui en ce qui concerne le Québec: une tendance à la hausse de l'emploi semble bel et bien se dessiner au Québec. C'est confirmé par la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre. Le Québec a gagné 51 000 emplois depuis le mois d'août, pour atteindre, en janvier, 2 983 000 emplois, soit le plus haut niveau depuis octobre 1991. En janvier dernier, quelque 23 000 emplois nets ont été créés comparativement à une perte de 13 000 emplois au mois de décembre.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster): Monsieur le Président, le dollar est en chute, les taux d'intérêt augmentent et le gouvernement s'est abaissé jusqu'à remplir lui-même ses propres fiches de rendement. Dieu merci, c'est aujourd'hui vendredi et le congé de Pâques arrive.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Malgré les assurances répétées du ministre qui affirme ne pas être particulièrement inquiet au sujet des taux d'intérêt, les taux continuent d'augmenter.

Je n'ai pas l'intention de demander au ministre pourquoi les taux d'intérêt augmentent, à qui en est la faute ou s'il peut faire quelque chose pour y remédier. Je demande simplement une réponse claire à une question précise: le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère a établi un plan d'urgence qui lui

permette d'atteindre ses objectifs concernant la réduction du déficit même si les taux d'intérêt devaient continuer d'augmenter?

• (1125)

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, nous sommes sur la bonne voie à cet égard. Nous avons prévu dans le budget une marge de manœuvre suffisante pour tenir compte des variantes qui peuvent influencer sur la réalisation des objectifs fixés et je tiens à dire au député que nous atteindrons notre objectif.

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster): Monsieur le Président, non seulement les taux d'intérêt augmentent-ils mais le dollar subit une chute vertigineuse. Le ministre doit savoir que la chute du dollar va entraîner une hausse du coût des importations et engendrera inévitablement de l'inflation. Le ministre compte sur une économie à faible taux d'inflation, mais cela ne s'inscrit pas dans la tradition libérale.

Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a établi une stratégie pour maintenir l'inflation à un faible taux au Canada au cas où la hausse du coût des importations porterait le taux d'inflation au-delà de 3 p. 100?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, je sais que ce n'est pas le cas, mais le député semble presque se frotter les mains de plaisir devant ce qui arrive. Je sais cependant que ce n'est pas le cas, car tous les députés veulent le bien de l'économie canadienne.

Une voix: Tout à fait.

M. Martin (LaSalle—Énard): Avant Noël, le gouverneur de la Banque du Canada et moi-même avons fixé les objectifs concernant l'inflation pour les cinq prochaines années. Nous sommes intervenus très rapidement alors que le gouvernement précédent avait mis deux ans et demi à agir.

Les objectifs du Canada en matière d'inflation sont parmi les plus disciplinés de tous les pays industrialisés du monde occidental. Ils se situent entre 1 et 3 p. 100, le point milieu étant de 2 p. 100. L'autre jour, le gouverneur de la Banque du Canada a bien spécifié durant sa comparution au Sénat que nous atteindrions l'objectif fixé.

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster): Monsieur le Président, fanfaronner ainsi au sujet du budget impressionnera peut-être les députés d'arrière-ban, mais, de toute évidence, cela n'impressionne aucunement ceux qui financent la dette de 500 milliards de dollars du Canada, c'est-à-dire les contribuables et les investisseurs.

Depuis six semaines, le ministre promet d'appliquer un remède radical l'année prochaine, mais le premier ministre répète constamment le contraire en affirmant que toutes les compressions sont déjà sur la table.

Étant donné la récente hausse des taux d'intérêt et la chute du dollar, le ministre a-t-il l'intention de demander au premier ministre l'autorisation de faire appel à la seule solution possible